

# L'Humanité



Proletaires de tous les pays,  
nations et peuples opprimés, unissez-vous !

1,50F

Adresse : B.P. 293  
75866 Paris Cedex 18  
C.C.P. 30 226 72 - La Source

QUOTIDIEN DES COMMUNISTES  
MARXISTES-LÉNINISTES DE FRANCE

N° 389

samedi 13 décembre 1975

## LA FRANCE ET LE TIERS MONDE

Deux faits d'actualité viennent illustrer ce que sont aujourd'hui les rapports de la France, et plus généralement des pays du second monde, avec le tiers monde. Ces deux faits, ce sont d'une part le voyage que Giscard d'Estaing effectue actuellement en Égypte, et d'autre part les condamnations de plus en plus vives prononcées, notamment à l'ONU, contre le colonialisme français.

Ce qui ressort d'ores et déjà de cette première visite d'un président français en Égypte, avant même qu'elle ne soit terminée, c'est que la France est amenée ici à traiter de plus en plus sur un pied d'égalité avec un pays du tiers monde. C'est ce que concrétisera la signature par le président Sadate et par Giscard d'Estaing d'accords commerciaux, de fournitures d'armements et d'équipements militaires français à l'Égypte.

Pourquoi cela ? C'est que l'un et l'autre pays sont soumis à des degrés divers aux pressions et aux tentatives de contrôle des deux superpuissances, notamment du social-impérialisme russe. L'un et l'autre, à des degrés divers, sont amenés à s'opposer à l'hégémonie des deux superbrigands, et notamment à s'opposer à leur présence militaire massive, et au danger qu'elle provoque, en un lieu qui concerne à la fois la France et l'Égypte : la Méditerranée.

La situation dans les colonies françaises montre deux autres aspects des choses. D'abord la toute récente résolution de l'ONU, exigeant que l'indépendance soit immédiatement accordée à Djibouti, illustre la montée irrésistible du tiers monde, force principale de la révolution mondiale. C'est sous la pression des pays et des peuples du tiers monde que de telles résolutions peuvent être arrachées de ce qui n'était encore il y a quelques années — avant l'admission de la République populaire de Chine — que le temple de l'impérialisme, où aucun « petit pays » n'avait voix au chapitre. Cette résolution illustre aussi la décadence d'un pays impérialiste comme la France, pays impérialiste du second monde qui se lézarde un peu plus à chaque nouveau coup de boutoir de l'immense tiers monde.

L'attitude de la bourgeoisie monopoliste française tant aux Comores qu'en Guyane, à Djibouti ou ailleurs, illustre, elle, cet autre caractère des pays du second monde : ils sont des pays impérialistes, des pays qui entendent maintenir le plus longtemps possible les peuples sous le joug du colonialisme. Jamais un impérialisme, si affaibli soit-il, n'a consenti de gaité de cœur à accorder à un peuple colonisé son indépendance. Ce n'est qu'acculés par la lutte des peuples que les puissances impérialistes ont consenti à leur accorder l'indépendance.

(Suite page 8)

# GUYANE, DJIBOUTI : LE COLONIALISME FRANÇAIS EN ACCUSATION

Les dirigeants du Caricom (communauté des Caraïbes) ont adopté mercredi soir une résolution condamnant le plan de la France d'installation en Guyane de trente mille immigrants français.

Les dirigeants du Caricom — le marché commun des Caraïbes — qui tenaient leur dixième conférence à Basseterre, dans l'île de Saint-Kitts, ont décidé en outre de transmettre leur protestation aux Nations unies.

La résolution adoptée par l'organisation affirme que le plan français de repeuplement constitue une atteinte aux aspirations indépendantistes du plus grand des territoires français d'outre-mer et une tentative de recolonisation de ce territoire. On souligne d'autre part de source proche de la conférence que la France, outre son désir d'implanter en Guyane 30 000 blancs, favorise les non-blancs à quitter Cayenne pour la métropole.

Dans un communiqué publié jeudi soir à la fin de leur réunion les chefs de gouvernement des pays anglophones des Caraïbes dénoncent le plan français d'installation en Guyane de trente mille ressortissants français, comme un « plan de colonisation massive » de la Guyane, et comme une « menace pour la paix et la sécurité dans la région ». Ils font appel à la communauté internationale pour qu'elle « mette fin à une situation qui menace la paix et la stabilité de la région ».

C'est la première fois que la présence française dans la région est condamnée au niveau des gouvernements.

Dans le communiqué final, les dirigeants du Caricom expriment « leur inquiétude face aux efforts de la France visant à saper le mouvement d'indépendance à Cayenne et à harceler ses dirigeants ». On rappelle à ce propos que huit dirigeants du mouvement pour l'indépendance ont été déportés en France en décembre dernier, puis relâchés après un mois d'emprisonnement.

Les chefs de gouvernement accusent également la France d'avoir « dépossédé le peuple guyanais de sa souveraineté sur ses richesses naturelles » et d'avoir « fait stagner l'économie du pays par suite d'un bas niveau d'emploi et de salaires ». Ils réaffirment leur attachement au principe de l'autodétermination et sont convenus de « coordonner leurs efforts pour empêcher la recolonisation de ce territoire frère ».

Pour sa part, M. Alister McIntyre, secrétaire général du Caricom, a indiqué que les chefs de gouvernement ont discuté d'un « programme d'action » qui sera soumis à chacun des membres de l'organisation. Dans les couloirs de la conférence, les délégués se sont exprimés en termes vigoureux à propos du plan français, que l'un d'entre eux a qualifié de « genre de chose qui aurait pu se produire au 17ème siècle ».

Parmi les chefs de gouvernement présents, se trouvaient notamment les premiers ministres de Guyane, de la Jamaïque et de Barbade. La résolution sur la Guyane a été déposée par la Jamaïque.

(Suite page 8)



# Dans le livre à Rouen un travailleur sur quatre est au chômage

Rouen, mardi 9 décembre.

Sept heures du matin, un froid vif, perçant, transit les centaines de travailleurs, hommes et femmes, qui marchent d'un pas pressé sur les trottoirs du boulevard de l'Yser, de la rue Thiers, devant la gare... De longues colonnes d'une haleine blanche s'élèvent des arrêts d'autobus où les ouvriers qui se rendent au travail attendent en discutant.

Non loin des quais de Seine, une rue qui monte un peu, flanquée de chaque côté d'ateliers et d'entrepôts. C'est la rue du Pré de la Bataille. A gauche, un numéro, 25, c'est l'IMRO, l'imprimerie rouennaise qu'occupent une centaine de travailleurs depuis plus de deux mois pour lutter contre leur licenciement collectif, conséquence de la fermeture de l'entreprise.

\*\*\*

A cette heure, les travailleurs ne sont pas encore très nombreux dans l'entreprise. Ils se sont organisés pour que tous participent à tour de rôle à la garde de nuit. Les autres, ceux qui sont allés coucher chez eux, arrivent petit à petit. On se donne les dernières informations, un coup d'œil sur les journaux. On fait une partie de yams en attendant 9 h 30, heure à laquelle se réunit l'assemblée générale quotidienne des grévistes.

C'est là que sont réglés les problèmes qui se posent au cours de la lutte. Les travailleurs discutent des dernières actions, préparent les prochaines. Ils confrontent leurs idées sur les derniers développements de la lutte, les progrès et les retraits dans les négociations avec le seul acheteur éventuel qui se soit présenté à ce jour, et qui propose de reprendre une partie du personnel et de faire retourner l'usine à condition d'obtenir un prêt des banques et du Fonds de développement économique et social (FDES, organisme patronal) pour compléter son «apport personnel». Les délégués syndicaux et les travailleurs délégués par l'assemblée générale pour participer aux négociations rendent compte de leurs activités.

\*\*\*

C'est encore en assemblée générale que sont examinés les

moyens de toucher rapidement les 90 % de salaire auxquels ont droit en principe les 125 licenciés de l'IMRO, mais que personne n'a touchés jusqu'à maintenant. On prépare aussi la sortie du No 4 du bulletin *Spécial-Licenciements* qu'une commission est plus particulièrement chargée de rédiger et que les travailleurs impriment eux-mêmes sur les machines de l'entreprise. Les travailleurs comptent tirer 10 à 12 000 exemplaires de ce nouveau numéro qu'ils diffuseront dans les entreprises de la région, sur les marchés, dans les rues de Rouen, etc. C'est un outil d'importance pour ce qui est de la popularisation de la lutte, mais dans l'esprit des travailleurs il ne doit pas se contenter de retracer les épisodes de la lutte de l'IMRO, il doit aussi se faire l'écho des luttes dans les autres entreprises de la région.

Et ce n'est pas la matière qui manque pour qu'il en soit ainsi. Les 45 000 chômeurs que compte la Seine-Maritime — sans compter les jeunes des lycées et des facultés à la recherche d'un premier emploi — témoignent des dures conditions qui sont imposées aux travailleurs dans ce département, et des luttes massives que mènent en conséquence la classe ouvrière et tous les travailleurs de Seine-Maritime.

\*\*\*

En Normandie comme ailleurs la bourgeoisie tente de reporter le fardeau de la crise de son système capitaliste sur le prolétariat et les masses populaires. Les travailleurs des industries graphiques et papetières, pour ne parler que d'eux, sont confrontés à une situation très dure où le problème qui est de loin le principal est celui de travailler, d'avoir un emploi, mais où, de plus, les patrons rognent constamment sur les salaires et remettent sans cesse en cause les avantages acquis par la lutte.

Outre celui de l'IMRO, d'innombrables exemples viennent illustrer cet état de fait. Ce sont la fermeture de l'imprimerie Caron-Ozanne à Cane avec licenciement de tout le personnel ; le licenciement des 130 travailleurs de l'usine Michels Frères à Evreux après le dépôt de bilan, la fermeture de l'usine de transformation de papier des Éts Rouchet à

Petit-Quevilly entraînant 25 licenciements, la réduction d'activité, les arrêts de production avec mesures de chômage partiel dans plusieurs entreprises du papier-carton-cellulose : papeteries Aubry à Croisset, Sica d'Alizay, La Chapelle-Darblay à Grand Couronne et St-Étienne-du-Rouvray, etc.

\*\*\*

Dans la seule ville de Rouen où l'imprimerie de labour emploie 500 travailleurs répartis en 35 entreprises, un sur quatre (25 %) est au chômage. Et la situation promet de se dégrader encore puisque deux entreprises menacent de licencier la soixantaine de travailleurs qu'elles emploient au total, ce sont l'imprimerie des *Petites affiches de*

*problèmes financiers consécutifs à l'augmentation du prix du papier et à une certaine stagnation de la publicité». C'est d'ailleurs pour la même raison de «trésorerie qui ne permet pas» de payer que, déjà, la direction refuse de verser dans l'immédiat aux travailleurs leur treizième mois. Ce contre quoi les ouvriers et les journalistes de Paris-Normandie sont fermement décidés à lutter.*

\*\*\*\*\*

Partout dans l'imprimerie, le plan de relance, annoncé à grand renfort de publicité et de déclarations que la «fin du tunnel», est synonyme de chômage, de licenciements toujours plus nombreux. Pour contrer ce surcroît



Normandie et l'imprimerie Féré où un administrateur provisoire a été nommé. Quant aux 600 travailleurs de la presse employés à Rouen au quotidien *Paris-Normandie* du groupe Hersant (propriétaire du *Figaro*), leur emploi est également menacé, à terme, puisque ici comme dans toute la presse les restructurations et les transformations sont d'autant plus profondes qu'aux effets de la crise générale du capitalisme s'ajoutent les problèmes de l'introduction du matériel moderne d'impression — dont on sait qu'il occasionnera dans l'ensemble de la presse 15 à 20 000 licenciements. En outre, comme pour préparer le terrain à de prochaines réductions d'effectifs, la direction de *Paris-Normandie* souligne ces derniers temps avec insistance que «le journal connaît depuis 1974 des

d'exploitation et d'oppression, les ouvriers du livre s'engageront résolument dans la lutte, classe contre classe, sans compromis. Non au chômage, non à tout licenciement, voilà le juste mot d'ordre sur lequel ils se batront, unis, en imposant la démocratie prolétarienne véritable qui ne saurait s'accommoder des exigences et des diktats de la bourgeoisie, d'où qu'ils viennent. Les ouvriers ne doivent céder ni devant les patrons de droite, ni devant les faux communistes que le parti de Marchais a placés à tous les postes importants de la direction de la Fédération française des travailleurs du Livre CGT, pas plus que devant les trotskystes, ces soi-disant révolutionnaires.

On ne négocie pas les licenciements, on les refuse !

# LES DIRIGEANTS CGT SE CROIENT DEJA LES MAITRES

La politique traître des dirigeants de la CGT, qui n'est autre que celle du PCF, n'est plus à prouver. Maintes fois nous avons relaté l'attitude des dirigeants CGT s'opposant à tout mouvement de lutte de classe, à l'agressivité constante qu'ils exprimaient contre des délégués ou des sections syndicales combattives.

Séguy refuse de soutenir la CFDT dont bien des sections sont combattives, face à l'agression du pouvoir dont elle est victime, l'accusant de se laisser aller à l'aventurisme...

Et si ces dirigeants traîtres étaient au pouvoir ? Nous pouvons avoir un aperçu, par les exemples ci-dessous, de ce que ça pourrait être : la CGT embauche, la CGT licencie, la CGT déplace un délégué CFDT de son atelier...

Ces dirigeants CGT se comportent comme de véritables patrons, employant de la même manière la démagogie ou la méthode forte. Défenseurs de la classe ouvrière ? On est bien loin du compte ! Défenseurs du capitalisme (comme leurs homologues russes), ils le sont déjà avant d'être au pouvoir.

## E.G.F. : LES NOUVEAUX PATRONS

Ayant écrit à EGF pour demander un emploi (car il était au chô-

ter aux élections de délégués du personnel aucun secteur, et le 57 n'aura pas de délégué CFDT !

Bien joué, messieurs les révisionnistes, tous les coups vous sont bons.



FEDERATION NATIONALE des SYNDICATS de PERSONNEL des INDUSTRIES de L'ENERGIE ELECTRIQUE, CHIMIE et METALLURGIE

### SYNDICAT DU PERSONNEL OUVRIER ET EMPLOYÉ

CENTRE ILE-DE-FRANCE NORD

20, Quai Aulagnier  
92600 - ANNIERES

Vous avez fait une demande d'emploi à E.G.F.

La législation dans nos Etablissements prévoit que la liste des demandeurs d'emploi soit examinée dans une Commission où siègent les représentants du Personnel et de la Direction.

C'est pourquoi, nous nous adressons à vous afin que vous preniez contact avec notre Syndicat, ceci pour examiner ensemble toutes les possibilités et les actions à entreprendre permettant votre embauche.

Si vous le désirez donc, vous pouvez prendre contact avec nous soit par téléphone au 793 46 80 poste 43.79 ou 41.99, soit en venant nous voir au bureau syndical C.G.T. - 25, Quai Aulagnier 92600 ANNIERES.

Nous vous prions de croire en l'expression de nos sentiments dévoués.

Le Secrétaire Général du  
Syndicat C.G.T.,  
  
D. RAULET

## Raffinerie de Lavera : LA CGT LICENCIE

A la raffinerie de Lavera, une travailleuse est licenciée, parce qu'on ne peut plus la payer. Pour percevoir ses droits de chômage, il lui faut une lettre de licenciement qu'elle n'a pas eue. Elle s'aperçoit en outre qu'on ne lui a jamais fait signer de contrat de travail ni de lettre d'embauche. Elle retourne voir son employeur qui lui propose de faire une lettre de fin de contrat temporaire mais refuse d'inscrire la mention «pour motif économique». Cette femme ne pourra donc bénéficier des indemnités de licenciement ; elle décide de poursuivre son employeur pour non respect de la législation du travail.

Mais au fait qui est donc cet employeur ?

Eh bien, nous ne sommes plus étonnés en apprenant que c'est le comité d'entreprise dont les postes clés sont tenus par la CGT, et la femme licenciée c'est la secrétaire du comité !

La section CFDT avait déjà mis en cause le fonctionnement du CE tenu par la section CGT : celle-ci a des difficultés à le faire fonctionner, les comptes rendus ne sortent pas, les commissions fonctionnent vaille que vaille, de plus la CFDT est constamment tenue en dehors de toute décision.

La section CGT, se comportant comme un vulgaire patron, ne monopolise le CE que pour en faire un instrument de sa politique.

Dans un tract distribué aux travailleurs, la section CFDT de Lavera accuse :

*«Voilà la CGT qui se pose en patron et qui licencie... et qui plus est, dans les conditions les plus défavorables pour le salarié... nous appuyons tous les travailleurs en lutte contre leur patron, même si celui-ci est un syndicat et même si ce syndicat se dit "de classe"».*

Alsthom St-Ouen :

## OUI LES DIRIGEANTS PCF DE LA CGT SONT RACISTES !

Un tract ordurier et mensonger vient d'être diffusé sous le manteau aux seuls immigrés par la CGT le jour même des élections des délégués du personnel, dans le but d'influencer le vote en dernière minute.

Pour donner une idée plus précise, revenons sur l'exemple qu'ils citent des manœuvres de l'entretien. Ces ouvriers travaillaient à la démolition d'un four, perchés à 8 m de haut, sans filet ni ceinture de sécurité, en «échange» d'une prime de hauteur de 13 centimes de l'heure.

La CFDT est intervenue pour réclamer que les ouvriers passent OS 2 et que toutes les conditions de sécurité soient respectées. La direction a dû supprimer le chantier et faire appel à une entreprise extérieure. C'est ce que les révisionnistes appellent faire perdre «le bénéfice de primes que la CGT leur avait fait obtenir pour l'exécution de certains travaux» !

Une heure après sa diffusion restreinte ce tract était connu de tous : l'usine (photocopié sur tous les panneaux syndicaux CFDT), la CFDT convoquait des réunions dans tous les ateliers, les auteurs du «papier» étant sommés de venir s'expliquer devant tous les travailleurs.

De mémoire d'ouvrier d'Alsthom on a rarement vu des réunions aussi suivies. Tous les «arguments» des révisionnistes furent démontés un par un. Devant tous les travailleurs, unanimement dans la réprobation, les dirigeants PCF de la CGT — qui naturellement n'avaient pas eu le courage de venir s'expliquer — furent dénoncés publiquement pour ce qu'ils sont : des RACISTES (refus du CE d'aider financièrement les voyages des immigrés, refus de désavouer les propos racistes d'un délégué CGT, bien que les immigrés aient réclamé qu'on lui retire son mandat, etc.).

Correspondant HR.

mage), un travailleur, s'étant pourtant adressé au service du personnel, reçut au bout de 2 mois une réponse, mais de... la CGT.

Il s'adresse au patron et à son service du personnel et c'est la CGT qui répond, voilà des gens qui entretiennent de bien bons rapports ! Mettraient-ils leur courrier en commun ?

Voilà qui en dit long sur leurs procédés : pour obtenir des adhésions et empêcher l'embauche de ceux qui ne sont pas d'accord avec eux.

## Renault-Billancourt : SUR DEMANDE DES DÉLÉGUÉS CGT UN DÉLÉGUÉ CFDT EST CHANGÉ D'ATELIER !

A moins d'un mois des élections des délégués du personnel, un délégué du personnel au département 57 a eu la surprise, au retour de maladie, d'apprendre qu'il n'appartenait plus à ce secteur. Durant sa maladie les délégués CGT avaient eu la «bienveillance» d'intervenir auprès de la maîtrise pour qu'il soit muté dans les bureaux, car d'après eux il devenait inapte à l'atelier. Comme par hasard, ils ont obtenu immédiatement gain de cause.

Résultat : ce délégué depuis longtemps implanté dans son atelier (18 ans) et très connu ne peut représen-

Lutte à l'Assistance publique

## Pour le maintien des avantages acquis

Actuellement il y a deux catégories d'hôpitaux :

— ceux de l'Assistance publique, qui dépendent de l'Administration centrale. L'A.P. regroupe 35 hôpitaux qui emploient 50 à 60 000 personnes. C'est la dixième entreprise française.

— les «périphériques», qui dépendent des collectivités locales. Ils sont généralement dans les municipalités PCF, et ce sont elles qui les gèrent (encore une «affaire qui marche» !). Ils n'emploient jamais plus de 500 à 1 000 personnes.

Pour ces deux catégories les statuts sont différents. La loi sur la Ville de Paris (qui serait maintenant administrée par un maire, comme toutes les autres villes) va permettre à la bourgeoisie de reprendre une partie de nos acquis. Ce qui veut dire pour les travailleurs de l'Assistance publique la perte de leur statut (puisqu'ils dépendent de la Ville de Paris) et donc d'un certain nombre d'avantages (que n'ont pas les «périphériques»). Quelques

exemples : les syndicats n'auront plus droit aux six permanents qu'ils ont actuellement ; ils perdront leurs droits pour les possibilités de promotion (actuellement les études sont payées) et devront rester à la «qualification» avec laquelle ils ont été embauchés, il y aura même des déqualifications ; actuellement ils sont remboursés à 100 % des frais médicaux quel que soit l'endroit où ils les prennent (maintenant ils devront entre autres les prendre à l'hôpital) ; l'avancement — avant à l'ancienneté — se fera à la tête du client ; les antillais avaient la possibilité (tous les 5 ans) de prendre des vacances prolongées : ça changera aussi, etc.

## A l'hôpital franco-musulman de Bobigny

Face à cette situation, les travailleurs de cet hôpital ont décidé de passer à l'action, pour le maintien du statut actuel.

Ainsi dans la nuit du 2 décembre, les travailleurs hospita-

liers de l'équipe de veille, syndiqués et non syndiqués, ont engagé la lutte par la grève des soins.

Les communistes marxistes-léninistes de l'hôpital ont posé la question par tracts et en assemblée générale de l'action dans tous les hôpitaux de l'A.P. :

«Il faut que dans chaque service, dans chaque équipe les travailleurs décident de refuser de faire un travail. Il est facile de déterminer l'action — même minime — qui, au niveau de chaque service, ne gêne pas le malade, mais gêne la direction ! Ces actions faites partout, par tous, répétées tous les jours jusqu'au vote de cette fameuse loi affoleront le directeur qui verra que pour une fois tout le monde bouge ! Pour bien s'organiser, il est nécessaire que les différentes équipes restent en contact par l'intermédiaire de plusieurs délégués, syndiqués et non syndiqués.

Les communistes marxistes-léninistes de l'hôpital franco-musulman.

«DOM-TOM» :

Les colonies françaises et leurs luttes (2)

**L'ILE DE LA REUNION**

La Réunion est située dans l'océan Indien, à proximité de Madagascar et de l'île Maurice. Sa population compte environ 470 000 habitants, mais elle était totalement déserte lors de sa colonisation en 1665.

Sa population actuelle résulte du brassage de différents peuples : européens, africains, malgache, indien, chinois, pakistanais.

Le colonialisme français, au mépris de toute l'histoire qui, au cours des ans et des luttes, a forgé une véritable nation réunionnaise, prétend nier cette réalité pour maintenir sa domination sur les quelques richesses de l'île (café, épices, canne à sucre).

**LE MONOPOLE DU SUCRE**

De ces richesses les habitants ne profitent absolument pas pour l'immensité d'entre eux. « Monoculture, concentration foncière extrême, surexploitation par une minorité de possédants d'un prolétariat agricole misérable, dépendance économique complète d'une métropole, ces éternels éléments d'une situation coloniale se retrouvent à la Réunion, acculant le pays à une situation sans issue... ». C'est ainsi que dans un remarquable petit livre qui est un long cri de révolte contre l'oppression coloniale « La Réunion, département français », Jean-Claude Leloutre résume la situation de l'île. La monoculture de la canne à sucre qui a supplanté toutes les autres cultures concentre entre les mains de quelques-uns toute la fortune de l'île. La production agricole est tout entière tournée vers l'exportation. Les produits de base de l'alimentation, riz, maïs, poisson séché, sont donc presque totalement importés. Les seules et rares industries existantes tournent autour de

l'industrie sucrière et du bâtiment, dominés par quelques monopoles français.

Cette situation économique engendre d'énormes différences dans les niveaux de vie qui opposent Créoles nantis et « Zoreils » aux misérables-affamés des « Hauts » et des bidonvilles.

À côté de la masse du prolétariat agricole, les petits planteurs possédant moins de 5 ha, se partagent, à une dizaine de mille, 7 % des terres. Parmi eux 25 % possèdent un domaine inférieur à un demi-hectare, 15 % de un demi à un hectare. Leur année agricole n'est qu'une suite d'endettements et de misère. Les ouvriers agricoles, eux (une vingtaine de mille), vivent au rythme d'un travail saisonnier — quatre mois de travail environ — où la longueur de la journée est toujours régie par l'ancien code de l'esclavage « du lever au coucher du soleil ». Le reste du peuple est condamné sans espoir à un chômage permanent ; 60 000 habitants vivent ainsi à la Réunion avec des revenus annuels qui représentent à peu près la moitié du loyer mensuel de n'importe quel bourgeois !

L'injection massive de fonds publics de la métropole — ils représentent presque trois fois la valeur totale des exportations de la Réunion — ne profitent qu'aux gros capitalistes et commerçants. Les quelques réalisations sociales, plaquées sur la misère, la faim et la malnutrition, restent sans effet et se traduisent uniquement par une politique d'assistance dégradante.

L'oppression culturelle enfin est pesante. Fidèle à sa politique réactionnaire d'assimilation le colonialisme français s'acharne, à travers l'école, l'église, la presse, le cinéma... à étouffer le développement

d'une culture populaire réunionnaise progressiste.

**ESSOR DES LUTTES POPULAIRES**

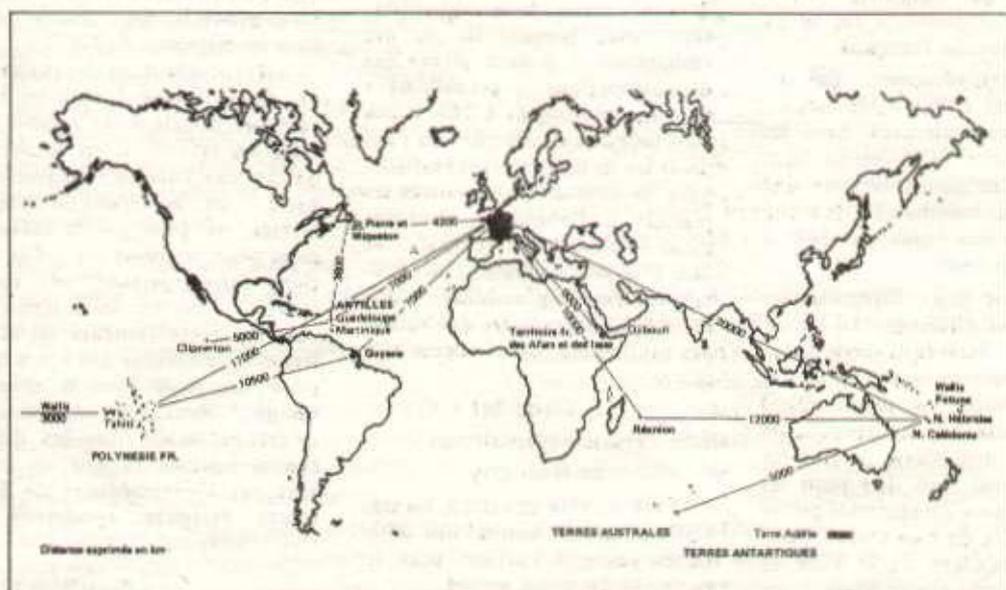
Enfin le peuple réunionnais vit sous le joug permanent de la corruption et des violences policières, des élections truquées, du quadrillage militaire. Rappelons que le député de la Réunion n'est autre que Michel Debré qui possède de gros intérêts dans l'île. On y abat encore froidement des gamins surpris à voler des bananes dans les plantations !

Contre cette situation les luttes populaires à la Réunion — qui se situent dans le droit fil des révoltes des anciens esclaves — n'ont jamais cessé. Saint-Louis sera, en 1962, une véritable « ville libérée » pendant trois jours, à la suite d'une insurrection des petits planteurs. En 65-66, éclatent d'importantes luttes des petits planteurs acculés à la ruine. En 1970 toute l'activité industrielle de l'île est paralysée par une grève générale qui durera un mois et reçoit le renfort des planteurs de canne qui font la grève de la coupe, dressent des barrages sur les routes. Au printemps 73, la jeunesse scolaire se soulève contre la Loi Debré, relayée par une grève générale du secteur privé. La combativité des masses populaires est telle que la gendarmerie est contrainte de recourir à des hélicoptères pour lancer ses grenades lacrymogènes sur les manifestants.

**L'AVANT-GARDE S'ORGANISE**

La conscience politique progresse aussi à grands pas. La popularité du parti révisionniste réunionnais et de son secrétaire, Paul Vergès, est en baisse. Ce dernier ne vient-il pas, au cours de l'été dernier, de reprocher à Stirn, secrétaire d'État aux « DOM-TOM », d'avoir classé le PCR parmi les forces politiques qui souhaitent rompre avec la France, expliquant que pour lui l'autonomie se concevait « dans le cadre de la République française » !

Cette politique de trahison des véritables intérêts du peuple a déjà été démasquée par un petit noyau de militants révolutionnaires issus du Front de la jeunesse autonomiste de la Réunion (FJAR), sorte d'organisation des jeunes du PCR. Regroupés d'abord en « Cercle d'étude marxiste-léniniste de la Réunion » autour de leur journal « Jeunesse marxiste », ils viennent de franchir une étape importante de leur organisation en se constituant en « organisation communiste marxiste-léniniste de la Réunion » pour la construction du parti communiste véritable, avant-garde des luttes populaires menées contre le colonialisme et le capitalisme, pour l'indépendance nationale de la Réunion. Nous souhaitons qu'ils s'expriment très bientôt dans nos colonnes.



Les colonies françaises en 1975.



## RFA: Une loi contre les luttes de classe révolutionnaires

Extrait d'un article de «Roter Morgen» No 48 du 29/11/75.

Avant Noël, le gouvernement fédéral veut faire promulguer par le parlement une loi qui doit supprimer les derniers restes de liberté d'opinion et de la presse, la «13ème loi d'amendement du droit pénal», la loi contre la «préconisation d'actes de violence». Cette loi :

— Interdit à l'ouvrier de dire tout haut qu'il est pour une grève «sauvage». Que ce soit dans une assemblée du personnel, dans la rue ou en privé.

— Interdit à l'ouvrier, la ménagère, l'étudiant ou l'élève de dire tout haut que, par exemple dans la lutte contre les augmentations de tarifs de transports, il faut aller dans la rue et, si c'est nécessaire, bloquer les rails.

— Interdit au paysan de dire tout haut que des luttes comme celles qui ont eu lieu ces derniers mois contre la «mort des campagnes» étaient justes et qu'il faudrait les renouveler.

— Nous interdit à tous de saluer les luttes de libération dans les pays du tiers monde, par exemple au Vietnam, ou de dire tout haut que nous trouvons justes des actions révolutionnaires comme celles qui ont été menées récemment en Espagne ou celles de mai 1968 à Paris et que nous avons à les soutenir.

— Place sous la menace du procureur et de la police tout journaliste, tout éditeur, tout imprimeur, tout distributeur de journaux, tout petit propriétaire de kiosque, à moins qu'ils ne comprennent la liberté de la presse comme il faut l'entendre : on veut bien des articles sur les luttes des travailleurs, encore faut-il qu'ils soient écrits contre eux.

— Menace d'une peine allant jusqu'à 3 ans de prison toute personne qui se conduit publiquement en communiste ou révolutionnaire, que ce soit en éditant un journal communiste, en distribuant un tract, en prenant la parole dans un meeting communiste ou dans d'autres rassemblements publics ou privés ; ce qui revient à interdire dans les faits tout journal communiste ou révolutionnaire, toute expression des idées communistes ou révolutionnaires...

CETTE LOI VISE A ÉLIMINER LE COMMUNISME. Si le paragraphe 126 interdit aussi les crimes et les hold-up, ce qui figure en tête des délits, c'est la «rupture de la paix publique», pour laquelle des grévistes de Ford ou de Hella en 73, des jeunes qui occupaient le Nordhorn ou Wyhl, les communistes de la journée anti-guerre de 1972 à Munich ont été jetés en prison.

Mais maintenant, ce ne sont plus seulement des grèves ou des manifestations qui sont réprimées, mais le simple fait de rapporter ces luttes, d'en discuter en public doit être interdit.

La persécution des communistes et d'autres révolutionnaires en RFA et à Berlin-Ouest a déjà pris des proportions dont beaucoup ont du mal à se faire une idée : des centaines d'ouvriers licenciés pour leurs idées communistes, impossibilité d'enseigner à toute personne se réclamant de la révolution armée et de la dictature du prolétariat ; le «Roter Morgen» est le journal le plus souvent interdit et les autres journaux révolutionnaires («Rote Fahne» et le «Kommunistische Volkszeitung») totalisent plus de 100 000 marks d'amende ; l'éditeur du «Roter Morgen», Gernot Schubert, a été inculpé parce que le «Roter Morgen» parlait de «l'Etat capitaliste de Bonn», ce qui, paraît-il, porte atteinte au prestige de la République fédérale...

A Cologne, a lieu en ce moment un procès où le procureur considère le simple fait de posséder des textes de Lénine et de Mao Tsé-toung sur la guerre de partisans comme un indice montrant l'appartenance à une «organisation criminelle». Et le tout vaut non seulement pour les écrits mais aussi pour des discours tenus en public ou dans une assemblée...

Mais le peuple n'acceptera pas cette nouvelle loi qui est la plus grave atteinte à nos droits depuis les lois d'exception. Seule une large protestation de la population pourra l'empêcher.

## Nouvelles brèves

### MEXIQUE : QUATRE BATEAUX DE PECHE AMERICAINS ARRAISONNÉS

La marine mexicaine a saisi ces jours-ci quatre bateaux de pêche US qui faisaient intrusion dans les eaux territoriales du Mexique pour prendre des crevettes dans le golfe du Mexique. Les quatre navires ont été escortés par des patrouilleurs jusqu'aux ports de Tampico et Tuxpan.

Le Mexique s'affirme ainsi fermement décidé à protéger ses richesses maritimes du pillage effectué à grande échelle par les chalutiers des deux superpuissances. Il vient pour cela d'acquérir 6 nouveaux patrouilleurs destinés à défendre sa zone économique exclusive dans le golfe.

### 33ème ANNIVERSAIRE DU PARTI COMMUNISTE DE THAÏLANDE

L'émission «La voix du peuple thaïlandais» a diffusé récemment un éditorial saluant le 33ème anniversaire de la fondation du Parti communiste de Thaïlande. Il déclare notamment : «Le Parti communiste de Thaïlande est un parti qui persévère dans la lutte résolue contre l'impérialisme, le révisionnisme moderne et les réactionnaires. Il dirige le peuple thaïlandais dans la lutte contre les ennemis de la nation et du peuple pour conquérir l'indépendance et la démocratie véritable.»

### SAHARA OCCIDENTAL : OFFENSIVE DU F. POLISARIO

Les trois quarts de la ville de Smara, investie au début du mois par les troupes marocaines d'invasion, auraient été reconquis par les forces armées de libération du F. POLISARIO. Les troupes marocaines, retranchées à l'intérieur du Fort de Tercio, remis au Maroc par les autorités coloniales espagnoles, sont actuellement encerclées par les forces armées de libération sahariennes.

## OTAN : COMMUNIQUE FINAL DES MINISTRES DE LA DEFENSE

Le communiqué final de la réunion des 14 ministres de la Défense de l'OTAN réaffirme la nécessité de maintenir les forces de l'OTAN en Europe au niveau actuel, en soulignant l'accroissement de la capacité offensive des forces du pacte de Varsovie.

Le texte, adopté avec l'approbation du ministre de la Défense britannique, indique que l'OTAN n'approuverait pas une réduction des forces britanniques en Allemagne fédérale. Cela s'applique également aux autres membres de l'alliance qui songeraient à diminuer leur budget de défense.

Les pays membres de l'alliance atlantique ont consacré en 1975, 5,3 % de leur produit national brut aux dépenses de défense,

contre 5,4 % en 1974 et 6,2 % en 1971, ce qui traduit déjà une diminution sensible.

Parmi les grands pays de l'alliance, les USA viennent en tête avec 6,7 % du produit national brut consacré à la défense, suivi de la Grande-Bretagne (5,7 %), de la France (4,6 %), de l'Allemagne fédérale (4,1 %), l'Italie (2,8 %) et le Canada (2,4 %). Ce dernier pays a manifesté publiquement son intention d'intensifier ses efforts en matière de défense.

Le communiqué insiste aussi longuement sur le renforcement de la puissance de feu, de la mobilité des moyens blindés des forces du pacte de Varsovie ainsi que sur leurs redoutables possibilités dans les domaines tels que la guerre nucléaire tactique, la

guerre chimique et la guerre électronique. Il se réjouit en conséquence des progrès récemment marqués par les membres européens de l'alliance dans le domaine de la coopération pour la production d'armements.

Le communiqué vient confirmer l'optimisme du président ouest-allemand Walter Scheel qui affirmait récemment «voir en rose» les perspectives de l'union européenne, déclarant :

«Une telle union aura une politique étrangère commune, et comme partie composante, les politiques communes monétaire, financière et économique... un projet commun de politique de défense prendra forme dans le cours des événements.»

Un tract «des résidents du foyer» de jeunes travailleurs (FJT) de Bobigny dénonce l'exploitation de la mairie PCF :  
**IL FAUT ETRE P.D.G. ... POUR AVOIR LE MINIMUM VITAL AU F.J.T.**

|  |        |
|--|--------|
| 1 mois de loyer . . . . .  | 390,00 |
| 25 tickets d'entrée au self . . . . .  | 125,00 |
| 25 déjeuners (9,95 en moyenne) . . . . .   | 248,75 |
| 25 boissons (1 par repas) . . . . .  | 20,00  |
| <hr/>  |        |
| Total obligatoire . . . . .  | 783,75 |
| Et si le résident mange au FJT, son petit déjeuner et dîner, 2 repas par jour, ce n'est pas de trop. |        |
| 25 diners . . . . .  | 248,75 |
| 25 boissons . . . . .  | 20,00  |
| 25 petits déjeuners . . . . .  | 41,00  |
| <hr/>  |        |
|  | 310,00 |

Pour 25 jours, loyer plus petits déjeuners plus 2 grands repas par jour : 1 093,75 F... et les mois de 25 jours sont rares !

Nous ne croyons pas que dans une telle gestion les problèmes actuels des jeunes (chômage, petit salaire de 1 500 F) ont été mis en avant, ce qui compte pour eux : c'est de ramasser de l'argent et SUR NOTRE DOS.

Ah, c'est une affaire qui marche le Parti «communiste» français !

Jeunes travailleurs, jeunes travailleuses, il faut lutter, s'unir contre cette nouvelle bourgeoisie qu'est le Parti «communiste» français.

**Formons un comité de lutte à l'intérieur du foyer ! Exigeons des réunions générales pour un remaniement total !**

Et le jeune travailleur, qui, sous prétexte qu'il a plus de 25 ans (date limite du FJT) on lui fait payer 900 F par mois de loyer au lieu de 750 F. C'est purement du VOL, du pillage, organisé par la mairie.

Exigeons un regard complet sur les comptes et sur les fiches de paye de cette petite mafia de directeur, sous-directeur, etc. C'est avantageux d'avoir sa carte au PC. Ils ne paient pas de loyer, ils ont droit à un beaucoup plus grand appartement ; ils ont une prime s'ils habitent au foyer.

Pourriez-vous nous dire la différence entre un FJT gouverné par la bourgeoisie et un FJT gouverné par le PCF ? Et rappelons-nous les neuf ouvriers des cuisines licenciés !

Hôpital franco-musulman :  
**LE RACISME A «LA CHAÎNE»  
 DES CUISINES : UN MOYEN  
 POUR LA DIRECTION  
 DE SEMER LA DIVISION**

Ce qu'en voit le personnel, ce sont des chariots qui amènent les repas. Ce qu'on leur cache, c'est que, si tous les travailleurs se sentent brimés, étouffés dans leur travail, la «chaîne» qui attache les travailleurs des cuisines est encore plus lourde qu'ailleurs !

Le manque de personnel est évident : 15 filles en moyenne par jour, alors qu'il en faut 30, travaillent dans une chaleur humide, dans un tintamarre infernal.

Les brimades sont continues : les travailleurs de la chaîne se sont déjà révoltés l'année dernière. Cette année, les problèmes ont une plus grande ampleur. La colère monte. La répression n'arrête pas cette révolte. Les travailleurs pour mener à bien leurs luttes doivent être tous unis. Or un poison divise nos forces et sert directement le racisme de la direction.

Tous les jours nous voyons des polémiques entre blancs et noirs, qui s'opposent sur des faits abstraits (ils travaillent chacun sur une rangée : un rang de blancs, un rang de noirs).

La meilleure façon de lutter contre le racisme, ce n'est pas de faire comme les bourgeois hypocrites, du genre : «On a tous deux bras, deux jambes, une tête..!» Non ! Il faut d'abord comprendre l'origine du racisme : au départ, c'étaient des marchands d'esclaves qui allaient raffer des noirs en Afrique. Pour se justifier, ils disaient que c'étaient des gens de race inférieure. Les travailleurs français, de nos jours, sont menacés par le chômage : quand ils voient les Antillais travailler en France, ils pensent que ceux-ci viennent «prendre leur place» et deviennent racistes.

Si les Antillais viennent en France, ce n'est pas pour nous piquer du boulot, mais parce que le capitalisme qui nous exploite ici, pille les Antilles, empêche l'économie antillaise de se développer, par exemple, en imposant la culture unique de la canne à sucre.

## L'exploitation de la main d'œuvre immigrée en URSS

Alors même que certains pays de l'Est dominés par l'impérialisme russe manquent de main d'œuvre, ce dernier organise l'immigration en direction de l'URSS, développant une nouvelle forme d'exploitation des travailleurs de ces pays dominés.

L'économie soviétique, on le sait, va de mal en pis ; Brejnev lui-même l'a rappelé gravement lors de la dernière réunion du Soviet suprême qui s'est tenue à Moscou cette semaine. La raison profonde de cette «crise» en plein développement est la politique de préparatifs de guerre intensifs de la militarisation sans cesse croissante de l'économie du social-impérialisme soviétique - 20 % du produit intérieur brut cette année sont consacrés aux dépenses militaires qui, on le sait, sont totalement improductives de valeur.

Le résultat le plus spectaculaire de cette situation est la baisse considérable de la production agricole cette année - cela malgré le haut taux de mécanisation de l'agriculture.

Mais, il n'y a pas que l'agriculture qui est en crise. Le développement du chômage ouvrier en est une autre manifestation ; on estime en effet, d'après les statistiques fournies par le gouvernement soviétique lui-même, le nombre de «sans travail» à environ quatre millions de travailleurs.

Mais la nouvelle bourgeoisie bureaucratique n'en continue pas moins d'avoir des besoins de main d'œuvre importants, notamment pour des travaux pénibles, comme les recherches minérales et pétrolières en Sibérie.

Payer des ouvriers soviétiques pour ces travaux pénibles coûte cher à cette nouvelle bourgeoisie ; c'est pourquoi depuis plusieurs années, elle importe de la main-d'œuvre immigrée des pays d'Europe de l'Est et de Mongolie.

Diverses sources venant de ces pays ou d'Occident, indiquent que le nombre de ces ouvriers augmente constamment et atteint aujourd'hui plusieurs dizaines de milliers de personnes.

Les dirigeants soviétiques demandent également à ces pays qu'ils assurent eux-mêmes certains grands travaux, comme par exemple la construction de gazoducs allant de l'Oural en direction de ces pays. Il s'agit là d'une politique impérialiste d'un niveau

qu'aucun pays de ce type n'avait jamais osé pratiquer.

En effet, l'URSS s'est arrangée pour faire dépendre d'elle en énergie, la plupart de ces pays. Elle profite donc de ce monopole pour pratiquer un prix (notamment pour le pétrole et le gaz naturel) supérieur à celui pratiqué au cours mondial (supérieur au prix de l'OPEP pour le pétrole).

Mais pour payer ses gigantesques dépenses militaires, ces surprofits tirés de l'exploitation des peuples des pays qu'elle domine, ne lui suffisent pas. Construire à ses propres frais un pipe-line ou un gazoduc pour transporter cette énergie lui diminuerait une partie de ces surprofits. La solution n'était autre que de faire payer par l'argent et le travail sur place, les peuples des pays dominés par cette superpuissance.

On se souvient que l'URSS avait tenté la même manœuvre avec le gaz iranien, en faisant de multiples pressions sur le gouvernement de ce pays pour qu'il paye le gazoduc allant de l'Iran en URSS ; l'Iran avait refusé l'an passé et dénoncé cette politique impérialiste.

Ainsi, les 2 750 kms du futur gazoduc d'Orenburg (dans l'Oural) ont été divisés en sections correspondant à chacun des pays de l'Europe de l'Est ; ceux-ci devant envoyer chacun pour ce seul travail 25 000 ouvriers.

Cependant, des difficultés apparaissent dans le plan d'exploitation soviétique. Tout d'abord, la Roumanie bien que pays membre du COMECON, a refusé tout net cette politique et ne participera pas à «sa section» du gazoduc.

Par ailleurs, plusieurs pays de l'Est ont entamé des négociations avec certains pays occidentaux pour leur approvisionnement en énergie, dans le but de réduire leurs dépenses vis-à-vis de l'URSS.

Le social-impérialisme renforce son pillage néo-colonial pour se sauver de la triste fin qui l'attend, mais à coup sûr, il rencontrera des obstacles toujours plus grands.

LA JEUNE GARDE ROUGE  
 No 4 EST PARUE

AU SOMMAIRE DE CE NUMÉRO :

- Chants de lutte : à nous de jouer - Contre le chômage : s'unir pour lutter, agir pour vaincre - La jeunesse, c'est l'avenir du monde - Algérie : l'avenir appartient aux jeunes - Dix jours qui ébranlèrent le monde - Soldats, apprenez à vous servir des armes.

L'exemplaire : 2,50 F. Adresser vos commandes à : *l'Humanité Rouge* - BP 293 - 75866 Paris Cedex 18 - CCP 30 226 72 - La Source.



MARDI DERNIER,

LES «DOSSIERS DE L'ECRAN» A LA T.V. :

# ELOGE DE LA POLICE APPEL AU MEURTRE ET MYSTIFICATION

Mardi soir à la télévision les «Dossiers de l'écran» devaient avoir pour thème le chômage : pour une fois que l'on parlait d'un problème qui touche les travailleurs... Eh bien non, coup de théâtre de dernière minute, changement de programme : actualité oblige (?), le problème traité sera celui des otages, problème infiniment plus grave que celui du chômage comme chacun sait.

Cela nous montre clairement à quoi sert tout le foin fait par la télé et les journaux bourgeois autour des prises d'otages : quand les travailleurs pensent à cela, ils oublient le chômage, la hausse des prix...

Je n'ai pas vu le film (prise d'otages par des gangsters), mais j'ai assisté à la fin : on y voit les flics leur action terminée, en train de trinquer et de se féliciter. L'un d'eux, le héros, dit alors : «Ah la police !» Ce sont les derniers mots du film. Tout un programme...

Quant au «débat», il était particulièrement crapuleux :

— *appel au meurtre* : il faut punir le plus sévèrement possible, rétablir la peine de mort en Angleterre. Pas de distingo entre le «politique» et le «crapuleux». On «sonde» les téléspectateurs : 75 % sont pour la plus grande sévérité... Etonnant quand on pense que cela fait 8 jours que l'on pilonne les gens avec ces histoires, que l'on prépare l'opinion quotidiennement, pour lui faire accepter un renforcement de la police et la fascisation de la jus-

tice en vue d'une répression politique ultérieure !

— *Vive la police !* Elle est animée de bonnes intentions : son seul souci est de sauver les innocents pris en otages, de nous protéger... surtout quand elle matraque les travailleurs en lutte contre les licenciements. Il est vrai que ça n'est pas le sujet de l'émission !

— *amalgame entre le terrorisme politique et le gangsterisme* : le modèle pris, c'est les affreux terroristes palestiniens, de vrais gangsters ces types-là ! On réduit allègrement la lutte héroïque du peuple palestinien à ces attentats pourquoi cette lutte est juste : ce n'est pas le sujet, c'est politique. «Politique» aussi l'intervention d'Ezzedine Kalak qui se verra la parole coupée parce qu'il rappelle que son peuple est pris en otage et massacré par les sionistes et que le terrorisme est du côté d'Israël. Le fasciste raciste sioniste Primor s'indigne des prises d'otages, lui que sa conscience ne chatouille pas quand il s'agit de tuer des Palestiniens.

Enfin, un mot encore pour dire toute la mise en scène mise en œuvre : en direct de Bellon, anciens otages présents. Dramatisation... Du grand guignol. On nous prend vraiment pour des imbéciles.

Mais quoi que fassent les bourgeois ils ne pourront empêcher les travailleurs de lutter résolument contre les conditions de vie de plus en plus précaires. Toutes les manœuvres de diversion n'y changeront rien !

Une lectrice.

# SARDOU VA CHANTER «LES RICAINS» A BREJNEV

*Sardou, chanteur démagogique, vulgaire et réactionnaire, va aller porter la bonne parole au Kremlin. On connaît le contenu de ses chansons dites «populaires» basées sur l'exploitation des sentiments réactionnaires que la bourgeoisie propage dans le peuple : «bonnes blagues» de l'armée, mépris de la femme, etc. et cette chanson «Les Ricains», qui regrette que les impérialistes américains aient déguerpi de France. C'était pas si*

*mal... Aujourd'hui il va aller chanter sa rengaine devant les nouveaux impérialistes du Kremlin. A son retour, peut-être va-t-il nous interpréter une chanson de fiction ? Quand Paris sera comme Prague en 68...*

*En tout cas, le fait que les Brejnev et Cie acceptent une tournée de Sardou en URSS montre bien à quel point en est la restauration du capitalisme là-bas.*

## la vie du journal

# 25 MILLIONS POUR LE 15 JANVIER

Pour la bonne avancée de la campagne pour la souscription, quelques indications encore :

1) Faire connaître à la rédaction les efforts individuels et collectifs de ceux qui souscrivent. Dans ces efforts il y a toute la richesse des liens tissés entre notre quotidien et les lecteurs, leurs luttes et leurs espoirs. Souvent, certains disent : «C'est peu de chose, ça ne vaut pas la peine d'en parler.» Au contraire, un soutien, une aide, si minime soit-elle, vaut la peine que le journal s'en fasse l'écho. De la même façon, il est utile que les initiatives prises par les militants diffuseurs soient largement connues ; car elles donnent des idées à d'autres... Et ça fait boule de neige.

2) Envoyer l'argent au fur et à mesure de sa réception : ceci pour les militants, qui veulent tout envoyer d'un coup. C'est vrai, la somme est plus grosse ; mais quant à nous, nous savons mal où nous en sommes, quelles impulsions donner, où porter l'effort. L'accroissement quoti-



dien de la souscription est un précieux encouragement pour tous. Donc l'envoi régulier des sommes rassemblées permet de stimuler la campagne.

Nous attendons donc vos lettres, vos mandats et vos chèques dès aujourd'hui... Sinon autour du 13 janvier... tout sera embouteillé !

### VIENT DE SORTIR

Dans la collection  
Tiers monde en lutte

**ALGERIE VINGT ANS APRES**

(intervention de Jacques Jurquet prononcée à l'occasion de la célébration du 20<sup>e</sup> anniversaire du déclenchement de la Révolution algérienne)

Photographies d'Amer Oumalou.

Prix : 3,50 F.

Aux Éditions du Centenaire  
24, rue Philippe-de-Girard  
75010 Paris

Aux librairies

Les Herbes sauvages  
70, rue de Belleville  
75020 Paris

La Force du Livre  
33, rue René-Laynaud  
69001 Lyon

## UN MEETING SUR LES LIBERTÉS QUI EN DIT LONG...

Jeudi, pour la deuxième soirée consécutive, se tenait au Palais de la Mutualité un meeting du «Mouvement de la jeunesse communiste de France». La veille, le «Mouvement» de Catala avait essuyé un brillant échec aux dires mêmes des militants de la JC qui avouaient qu'il «n'y avait eu personne» en dépit de ce que pouvait laisser penser «l'Humanité» du 11 décembre qui publiait une grosse photo de ce meeting à sa une.

Jeudi, il n'y avait guère plus de monde pour écouter les discours des dirigeants de la JC et du faux parti communiste français sur «les libertés dans les pays de l'Est».

Pour cracher leur venin sur Staline, sur Lénine et sur le glorieux Parti communiste bolchevick, le faux PCF et la JC avaient fait venir leurs personnalités, au nombre desquelles on comptait l'historien bourgeois Jean Ellenstein, le plumitif Guy Hernier du Bureau politique du PCF ainsi que plusieurs éminences révisionnistes d'URSS et de Cuba.

Des camarades de la Jeunesse communiste marxiste-léniniste de France (JCMLF) qui étaient dans la salle attendaient le meilleur moment pour intervenir. Il se présenta lorsqu'intervint Alexandre Tcharkowski,

membre du Comité central du parti révisionniste de Brejnev. Les jeunes marxistes-léninistes se levèrent alors et scandèrent : «Indépendance pour la Tchécoslovaquie». Le service d'ordre du «Mouvement» de Catala se rua sur eux immédiatement.

Dehors, intimidations, injures et provocations devaient se poursuivre, certains membres du service d'ordre de Catala invoquant les «rockers» des années 60, d'autres proclamant «je ne suis pas communiste. Je vais te faire éclater la tête, ça m'énerve de te voir là...» Un de ces membres du service d'ordre du «MJCF» devait même brandir un revolver sous le nez de l'un de nos camarades !

Malgré ces provocations et l'arrivée des flics à proximité des lieux, les militants de la JCMLF parvenaient à distribuer un tract dénonçant le caractère fasciste de la bourgeoisie bureaucratique d'État au pouvoir en URSS, qui a envahi la Tchécoslovaquie en août 68 comme l'avait fait Hitler 30 ans plus tôt et qui, il y a cinq ans, a réprimé dans le sang les ouvriers de Pologne qui manifestaient contre l'augmentation vertigineuse des prix des denrées les plus indispensables.

## SAHARA OCCIDENTAL : ATTAQUES DU FRONT POLISARIO CONTRE DES POSTES MILITAIRES MAROCAINS

«L'armée de Libération saharouie a porté son action à l'intérieur du territoire occupé, par des attaques contre les postes militaires ennemis», annonce un communiqué du Front POLISARIO publié jeudi soir à Alger.

«Ces opérations, réalisées dans le triangle Smara-Haouza-Djiria ont fait de nombreux tués et blessés dans les rangs des envahisseurs. Ils ont permis aux combattants du Front de récupérer des lots d'armements abandonnés par l'ennemi» ajoute le communiqué.

On apprend par ailleurs qu'à El Ayoune, capitale du Sahara occidental, des unités du Front POLISARIO ont attaqué jeudi le tapis convoyeur du phosphate des gisements de Fouba-Craa, principale richesse du Sahara occidental. La nuit précédente déjà, les installations avaient subi les mitraillages.

Une caserne occupée par la gendarmerie royale marocaine, à 3 kms de la capitale a été d'autre part l'objet d'un assaut au cours duquel des unités motorisées du Front POLISARIO ont utilisé des mortiers, des lance-grenades et des mitraillettes, blessant grièvement deux gendarmes, les occupants marocains ont établi des postes de défense aux abords d'El Ayoune.

### Suite de l'éditorial

Il en va ainsi aujourd'hui de l'impérialisme français. Là où il y est contraint il traite d'égal à égal avec les pays du tiers monde. Là où la force de la lutte des peuples ne l'y contraint pas encore il essaie de les maintenir sous le joug de son oppression coloniale. Quant à nous, chaque nouveau coup porté par les peuples du tiers monde à l'impérialisme français nous réjouit profondément parce qu'il annonce que de nouveaux peuples vont arracher leur indépendance, parce qu'il contraint la bourgeoisie à traiter de plus en plus d'égal à égal avec le tiers monde et donc à s'opposer de façon plus efficace aux deux superpuissances, car en un mot, il fait avancer d'un pas la révolution mondiale.

## SUPÉRIORITÉ DES FORCES DU PACTE DE VARSOVIE EN EUROPE CENTRALE

La comparaison des forces armées des deux alliances militaires, stationnées en Europe centrale, fait ressortir un déséquilibre considérable au détriment de l'Occident, que les négociateurs de l'OTAN mettent en avant à la conférence de Vienne sur les réductions des forces en Europe centrale.

Les forces terrestres de l'OTAN comprennent au total, selon de très bonnes sources, 742 000 hommes, composés de 198 000 Américains, 345 000 Allemands de l'ouest, 78 000 Néerlandais, 63 000 Belges, 55 000 Britanniques et 3 000 Canadiens. Elles font face à 925 000 hommes du traité de Varsovie dont l'essentiel est constitué, selon des sources occidentales par 460 000 Soviétiques, à qui s'ajoutent 210 000 Polonais, 155 000 Tchécoslovaques et 100 000 soldats de RDA.

Pour ce qui est des chars, la suprématie du pacte de Varsovie est, selon les chiffres connus en Occident, encore plus patente : 6 330 chars de combat de l'OTAN, 2 650 Allemands, 2 100 Américains, 600 Britanniques, 525 Néerlandais, 375 Belges et 30 Canadiens, sont à opposer selon des statistiques à 15 450 chars du pacte de Varsovie : 8 000 Soviétiques, 3 200 Polonais, 2 600 Tchécoslovaques et 1 650 Allemands. Selon d'autres sources, le nombre de chars des pays du pacte de Varsovie atteindrait 18 500.

En ce qui concerne les avions de combat, 1 310 unités de l'OTAN avec 210 000 hommes font face à 2 800 engins soviétiques avec 178 000 hommes, mais le problème de la définition des forces attachées soit à l'aviation soit aux troupes terrestres engagées dans des unités de défense antiaérienne fait l'objet d'un litige.

1 054 fusées intercontinentales et 850 fusées de moyenne portée appartenant au potentiel de l'OTAN font enfin face respectivement à 1 550 et 620 engins soviétiques.

(Suite de la page 1)

Par ailleurs, par 109 voix pour, sans opposition et avec 20 abstentions, l'Assemblée générale de l'ONU a adopté jeudi soir une résolution déjà approuvée par sa commission de décolonisation qui «invite de nouveau» le gouvernement français «à accorder l'indépendance immédiate et inconditionnelle au peuple de la prétendue côte française des Somalis (Djibouti — Territoire des Afars et des Issas) et à retirer ses forces militaires hors du territoire».

Le dispositif de la résolution est ainsi libellé : «L'Assemblée générale :

— Réaffirme son appui sans réserve au droit du peuple de la prétendue côte française des Somalis (Djibouti) à l'indépendance immédiate et inconditionnelle conformément à la résolution 1514 de l'Assemblée générale (NDRL : déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et peuples coloniaux).

— Considère que la situation dans le territoire pourrait constituer une menace pour la paix et la stabilité dans la région et avoir des conséquences néfastes pour la paix et la sécurité internationales si une solution urgente ne lui est pas trouvée.

— Invite la puissance administrante à créer toutes les conditions nécessaires pour accélérer le processus d'indépendance du peuple de la prétendue côte française des Somalis (Djibouti) en favorisant notamment la libération des prisonniers politiques et le retour des représentants des mouvements de libération reconnus par l'Organisation de l'Unité africaine, ainsi que celui de tous les réfugiés conformément à la convention de l'Organisation de l'Unité africaine régissant les aspects propres au problème des réfugiés en Afrique de 1969.

— Invite de nouveau le gouvernement français à accorder l'indépendance immédiate et inconditionnelle au peuple de la prétendue côte française des Somalis (Djibouti) et à retirer toutes ses forces militaires hors du territoire.

— Lance un appel à tous les États, particulièrement à la puissance administrante et aux États voisins pour qu'ils n'entreprennent aucune action unilatérale ou autre qui serait de nature à altérer l'indépendance et l'intégrité territoriale de la prétendue côte française des Somalis (Djibouti).

— Demande à tous les États de renoncer immédiatement à toutes revendications sur le territoire et de déclarer nul et non avenu tout acte affirmant de telles revendications.

— Prie instamment tous les États membres, les institutions spécialisées et les autres organisations du système des Nations unies en coopération avec la puissance administrante, à fournir toute l'aide morale et matérielle possible au peuple du territoire.

— Prie le comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux de continuer à s'occuper activement de la situation dans le territoire, en envisageant notamment la possibilité d'envoyer une mission de visite dans le territoire et de faire rapport à l'Assemblée générale lors de sa trente et unième session, sur l'application de la présente résolution».

Comme on le voit, c'est avec une force grandissante que le colonialisme français est mis en accusation. C'est là une excellente chose. La volonté d'indépendance des peuples est un courant irréversible que rien ne pourra arrêter. Quelles que soient les menaces et les manœuvres auxquelles aura recours le colonialisme français, les peuples qu'il maintient encore sous son joug ne vont pas tarder à imposer leur volonté, avec l'appui du tiers monde et des anticolonialistes français.